Pourquoi Hollande tient tant à sa réforme du collège

FRANCE La jeunesse était au cœur de sa campagne et les profs, au cœur de son électorat

- ▶ Le décret sera adopté le plus vite possible.
- ▶ Malgré la grogne des profs, la gauche tient à vanter la « réussite pour tous ».
- ▶ Surtout à l'approche du congrès du PS.

PARIS
DE NOTRE ENVOYÉE PERMANENTE

La réforme du collège sera adoptée le plus rapidement possible. Je suis confiant ». Les enseignants n'étaient pas encore descendus dans la rue ce mardi que le Premier ministre Manuel Valls leur adressait déjà une fin de non-recevoir. Mobilisé depuis des semaines pour défendre le texte controversé de la ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem, le chef du gouvernement savait-il déjà à ce moment-là que la mobilisation ne serait pas à la hauteur des attentes des syndicats ? Sur le pavé ce mardi après-midi, le cortège des manifestants est apparu clairsemé. Et selon les chiffres officiels, 27 % seulement des enseignants étaient aux tableaux absents. Mais selon les organisations professionnelles, c'était tout de même un prof sur deux qui se déclarait gréviste.

L'affaire serait-elle pliée ? À l'approche du prochain Congrès du Parti socialiste (début juin) il s'agit pour l'exécutif d'éviter à tout prix que le conflit s'enkyste. La réforme du collège touche au cœur de l'électorat de gauche. Et aucun effort ne doit être négligé à quelques jours du vote sur les fameuses « motions » qui doivent conduire à l'élection, d'ici la fin du mois, du nouveau Premier secrétaire du parti. Sans suspense, Jean-Christophe Cambadélis devrait rempiler. L'actuel patron du PS a même obtenu le soutien de Martine Aubry. Mais le score des frondeurs, emmenés par le député de la Nièvre Christian Paul, sera observé de près. De même que le taux d'abstention des adhérents. Qu'ils boudent massivement les urnes et ceux-ci priveront, comme les électeurs lors des scrutins intermédiaires, François Hollande de l'élan nécessaire à la poursuite de son quinquennat. Dans ce contexte, les enseignants ne peuvent être cabrés ! Qu'ils fassent plier le gouvernement serait du plus mauvais effet. D'autant qu'une précédente réforme sur les rythmes scolaires, portée par les anciens ministres de l'Éducation Vincent Peillon et Benoît Hamon, n'a pas non plus fait l'unanimité. Il convient donc de les convaincre. « *La réforme du collège doit permettre la réussite pour tous et l'excellence qui n'est pas un privilège mais un droit* », a d'ailleurs martelé François Hollande lui-même ce mardi lors d'un déplacement à Berlin.

C'est que l'actuel chef de l'État avait bâti toute sa campagne présidentielle de 2012 sur la jeunesse. S'il ne devait y avoir qu'un seul critère sur lequel il voudrait être jugé au terme de son mandat, ce serait celui-là, répétait-il : oui ou non les jeunes vivraient-ils mieux en 2017 que cinq ans auparavant ? Aux enseignants, il avait d'ailleurs promis 60.000 nouveaux postes, ce qui avait évidemment fait hurler la droite.

Alors que les études européennes montrent que le niveau baisse en France, le pari de l'exécutif est de convaincre son électorat que la réforme est bel et bien de gauche. La droite l'y aide, qui a déjà promis son abrogation si elle revenait au pouvoir. Nicolas Sarkozy, le président de l'UMP dénonce une réforme « *désastreuse, et peut-être même irréversible pour la république* ». Le député UMP Bruno Le Maire est lui aussi monté au créneau, entraînant plus de deux cents députés de droite à réclamer avec lui le retrait du texte. Mais même à gauche, des voix se sont élevées contre une réforme qui aboutirait, contrairement à son but affiché, à un « nivellement par le bas » du niveau d'apprentissage des élèves. Parmi lesquelles celles de l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault ou de l'ancien ministre de l'Éducation Jack Lang.

Le projet hérisse aussi nombre d'intellectuels qui, de Luc Ferry à Alain Finkielkraut en passant par Jean d'Ormesson, ont tiré à boulets rouges sur la réforme et sur la ministre qui la porte. Dans l'opinion, le texte n'a pas non plus convaincu. Un récent sondage de l'institut *Odoxa* indique que 6 Français sur dix sont opposés au projet de Najat Vallaud-Belkacem. ■

JOËLLE MESKENS

EN PRATIQUE

Les points clés de la réforme

Autonomie. La réforme laisse aux collèges (niveau secondaire inférieur qui commence dès l'âge de 11 ans en France) 20 % d'autonomie sur les temps d'enseignement.

Interdisciplinarité. Le texte prévoit un enseignement interdisciplinaire par petits groupes sur certaines matières.

Langues étrangères. Au lieu de l'apprentissage d'une deuxième langue étrangère pour les plus méritants dès la « sixième » (onze ans), la réforme prévoit cet apprentissage pour tous mais à partir de la « cinquième » (douze ans).

Latin et grec. La ministre a revu sa copie sur ce point. Les options « latin » et « grec » ne vont pas disparaître mais l'enseignement des langues anciennes sera tout de même réduit.

Chrétienté et islam. Le Front national a prétendu que l'enseignement de l'histoire de l'islam deviendrait un module obligatoire alors que l'enseignement de la chrétienté au Moyen-Âge deviendrait facultatif. Il n'en est rien. L'enseignement de l'islam fait déjà partie du cursus et si celui, spécifique, de la chrétienté au Moyen-Âge est revu, c'est que l'enseignement du christianisme figure déjà tout au long du parcours scolaire.

Histoire. La réforme prévoit de privilégier l'enseignement du « récit » national plutôt que celui du « roman » national. Les opposants craignent un enseignement trop axé sur la repentance pour les périodes les plus sombres.

JO.M.